

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 place de la République
28000 Chartres

Orléans , le 11/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRANCHER KINGSWOOD

Parc d'activité du Saule
28170 TREMBLAY LES VILLAGES

Références : VAT20220136

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2022 dans l'établissement BRANCHER KINGSWOOD implanté Parc d'activité du Saule 28170 TREMBLAY LES VILLAGES . L'inspection a été annoncée le 08/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suites de la mise en demeure faisant l'objet de l'arrêté préfectoral du 20/04/2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANCHER KINGSWOOD
- Parc d'activité du Saule 28170 TREMBLAY LES VILLAGES
- Code AIOT dans GUN : 0010004854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'activité du site est la fabrication d'encre à partir de pigments et d'huiles. Les encres sont ensuite vendues à des imprimeries, en France et à l'international.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de la visite du 24/03/2021 (incluant les suites de la mise en demeure du 20/04/2020)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
NC3* de la visite du 24/03/2021	Arrêté Préfectoral du 29/08/2018, article 3	/	Lettre de suite préfectorale
NC4* de la visite du 24/03/2021	Arrêté Préfectoral du 29/08/2018, article 4	/	Consignation

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
NC5* de la visite du 24/03/2021	Arrêté Préfectoral du 29/08/2018, article 5	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC1 de la visite du 24/03/2021	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
NC2* de la visite du 24/03/2021	Arrêté Préfectoral du 09/10/2000, article 1.2.4	/	Sans objet
NC3* de la visite du 24/03/2021	Arrêté Préfectoral du 29/08/2018, article 3	/	Sans objet
D2 de la visite du 24/03/2021	Arrêté Préfectoral du 09/10/2000, article 1.6.1	/	Sans objet
R1 de la visite du 24/03/2021	Arrêté Préfectoral du 09/10/2000, article 1.8.5.3	/	Sans objet
R2 de la visite du 24/03/2021	Arrêté Préfectoral du 09/10/2000, article 1.6.1	/	Sans objet
Déversement de rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/10/2000, article Art.2 point 1.2.6	/	Sans objet
Analyse de sols	Arrêté Préfectoral du 09/10/2000, article 2 point 1.1.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
D1 de la visite du 24/03/2021	Arrêté Préfectoral du 09/10/2000, article 1.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : NC1 de la visite du 24/03/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, risque foudre
Prescription contrôlée : [...] « Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. « Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. »
Constats : NC maintenue : Aucune procédure interne garantit qu'en cas de coup de foudre enregistré une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés et les éventuelles réparations nécessaires sont réalisés par un organisme compétent dans un délai maximum d'un mois.
Observations : NC1 de la visite du 24/03/2021 : Aucune procédure interne garantit qu'en cas de coup de foudre enregistré une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés et les éventuelles réparations nécessaires sont réalisés par un organisme compétent dans un délai maximum d'un mois. Le jour de la visite, l'exploitant a déclaré que la procédure est en cours de création mais n'est pas finalisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC2* de la visite du 24/03/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2000, article 1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, rétention et élimination de déchets
Prescription contrôlée : [...] Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. [...]
Constats : NC2* maintenue : Les BSD correspondant à l'élimination des liquides et mousses contenus dans les regards des cuves V2 et V21 n'est pas correctement renseigné. Compléter le cadre réalisation de l'opération (cadre 11). L'inspection rappelle que pour les BSD, il est désormais d'usage d'avoir recours à la plateforme Trackdéchets.
Observations : NC2* de la visite du 24/03/2021 : Les BSD correspondant à l'élimination des liquides et mousses contenus dans les regards des cuves V2 et V21 n'est pas correctement renseigné. Lors de la visite de 2022, il a été constaté : Présence de liquide et mousse dans plusieurs cuves à proximité des cuves enterrées notamment V2,V3, V4. L'exploitant a précisé oralement que les cuves enterrées sont dotées d'enveloppe double peaux. BSD présenté : S0322-5655816.1.1-1 daté et signé : pompage du 12/08/2021. absence d'indication du code de traitement, opération finale de traitement appliquée au déchets. Déchets = mélange de soude, vernis, eau. Code déchets correspondant : 16 03 05* (déchets d'origine organique contenant des substances dangereuses)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC3* de la visite du 24/03/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2018, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets atmosphériques (COV)
Prescription contrôlée : Le paragraphe 1.3.5 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°1596 en date du 9 octobre 2000 est remplacé par le paragraphe suivant : « Pour les installations de nettoyage, si la consommation de solvants est supérieure à 2 tonnes par an, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés organiques volatils à l'exclusion du méthane est de 75 mg/m3 pour les émissions canalisées. Le flux annuel des émissions diffuses de ces composés ne doit en outre pas dépasser 20% de la quantité de solvants utilisée ; ce taux est ramené à 15 % si la consommation de solvants est supérieure à 10 tonnes par an. »
Constats : NC3 maintenue : Dépassement de la VLE canalisée de la machine à laver. Transmettre le rapport dès réception des analyses prévues le 21 mars 2022. Constat : NC6 : L'exploitant n'a pas établi de Plan de Gestion des Solvants (PGS). L'exploitant transmet le PGS ou justifie qu'il n'est pas soumis à l'élaboration d'un tel document.
Observations : NC3* de la visite du 24/03/2021 : Dépassement de la VLE canalisée de la machine à laver (2200mg/Nm3 dans le rapport du 24/09/2018 et 182,2mg/Nm3 en moyenne dans le rapport suite à contrôle inopiné de 2020>VLE=75mg/Nm3). Ce point fait l'objet des articles 3 et 4 de l'APMD du 20/04/2020. Lors de la visite de 2022, il a été constaté : Les émissions du local 'machines à laver' sont captées et envoyées à l'atmosphère constituant ainsi un point de rejet à l'atmosphère. Il n'y a pas de captation dans l'atelier au niveau des autres postes. Un contrôle des rejets atmosphériques a été réalisé en fin d'année 2021 : référence : CENP210439-21-109-R0 organisme : IRH date du rapport : 06/12/2021 résultat : 146 mg/Nm3 en COVnm (pas de méthane) pour une VLE de 75mg/Nm3 pour les COV nm Modifications de la captation suite au passage de la CARSAT : problème d'aspiration En attente d'une nouvelle analyse prévue le 21 mars 2022. Transmettre le rapport à sa réception. Pas d'évaluation des émissions diffuses (absence de PGS). Pas d'estimation de la quantité de solvants consommés par an. Toutefois, l'exploitant a déclaré qu'aucun solvant n'est présent dans les encres et que les solvants sont utilisés pour le nettoyage des outillages. L'exploitant a estimé oralement que la quantité de solvants consommés annuellement est supérieur à 1 tonne. L'Inspection rappelle que "tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées." tel que prescrit à l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : NC4* de la visite du 24/03/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2018, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, captation et traitement des émissions diffuses (étude technico-économique)
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique présentant les solutions sur les modes de captation et de traitement à mettre en place afin de réduire les émissions diffuses et de respecter les VLE des rejets atmosphériques issus des installations de nettoyage.
Constats : NC4* maintenue : L'étude technico-économique n'a pas été transmise.
Observations : NC4* de la visite du 24/03/2021 : L'étude technico-économique n'a pas été transmise. Ce point fait l'objet de l'article 4 de l'APMD du 20/04/2020. 2 sociétés contactées : Société RTO, Société DESOTEC en attente de l'analyse de mars 2022, pour prendre une décision sur le type de traitement à mettre en place (oxydateur thermique, filtre à charbon). Vu mail du 07/10/2021 chiffrage société DESOTEC pour le charbon actif (20 000€ en coût d'investissement , 16 000€/an exploitation en coût d'exploitation). Chiffrage en 31/12/2021 par RTO (328 000€ en investissement).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

Nom du point de contrôle : NC5* de la visite du 24/03/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2018, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, captation et traitement des émissions diffuses (mise en œuvre)
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, le planning détaillé de la mise en place des mesures retenues de l'étude technico-économique prévue à l'article 4. La mise en place des mesures sus-visées devra être effective sous un délai d'1 an à compter de la notification du présent arrêté. Les éléments justifiant de la réalisation des travaux seront adressés à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception des travaux.
Constats : NC5* maintenue : Les mesures prévues dans l'étude technico-économique n'ont pas été mises en œuvre. Transmettre le rapport objet des modifications de l'installation de captation des rejets atmosphériques dans le local "machines à laver".
Observations : NC5* de la visite du 24/03/2021 : Les mesures prévues dans l'étude technico-économique n'ont pas été mises en œuvre. Ce point fait l'objet de l'article 3 de l'APMD du 20/04/2020. L'exploitant a indiqué avoir fait réaliser des travaux en accord avec l'Inspection du travail et la CARSAT au niveau du système de captation : <ul style="list-style-type: none">- installation d'une captation au niveau d'un poste opérateur manuel (mur aspirant) ;- installation d'une captation au niveau de la machine à laver pour les petits outils ;- installation d'une captation au niveau de la distilleuse ;- modification de la captation au niveau de la machine à laver des cuves ;- raccordement de toutes les installations à une cheminée extérieure. L'exploitant a indiqué que ces modifications faites en accord avec la CARSAT ont fait l'objet d'un rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : D1 de la visite du 24/03/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2000, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Porte coupe-feu
Prescription contrôlée : Équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sûreté L'exploitant établit et met à jour régulièrement la liste des équipements et paramètres importants pour la sûreté afin de prévenir les causes d'un accident ou d'en limiter les conséquences ; cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces éléments font l'objet d'une protection adaptée aux agressions qu'ils peuvent subir, qu'elles soient mécaniques, chimiques, ou électrochimiques. [...] L'exploitant met en place un ensemble d'actions préétablies et systématiques, pour assurer le bon respect des règles internes de sûreté. [...] Issues de secours - Portes La fermeture automatique des portes coupe-feu est asservie à un élément thermostatique et à un détecteur autonome déclencheur. [...]
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Demande D1 de la visite du 24/03/2021 : Procéder aux réparations de la porte coupe-feu du magasin matières première. Lors de la visite de 2022, l'inspection s'est attardé sur la porte coupe feu concernée. Porte coupe feu : test réalisé et concluant sur la porte séparant le magasin des matières premières du sas.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : D2 de la visite du 24/03/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2000, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, zonage ATEX
Prescription contrôlée : [...] Installations électriques [...]L'équipement électrique doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (JO NC du 30 avril 1980). A ce titre, l'exploitant définit, sous sa responsabilité : Les zones de type 1 dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives gazeuses de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement ; Les zones de type 2 dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives gazeuses de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.[...]
Constats : Procéder à la mise à jour du zonage ATEX.
Observations : Demande D2 de la visite du 24/03/2021 : Procéder à la mise à jour du zonage ATEX. Lors de la visite 2022, il a été constaté : L'exploitant a déclaré que dans l'attente de la mise en place du système de traitement des rejets atmosphériques canalisés dans le local machines à lever, le zonage n'est pas mis à jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : R1 de la visite du 24/03/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2000, article 1.8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Registre de vérification et d'entretien des matériels et installations En vue d'apprécier la continuité du niveau de sécurité de l'établissement, les vérifications techniques et opérations d'entretien des matériels et lieux de travail font l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet consignait les mentions suivantes : - date et nature des vérifications techniques (installations électriques, installations de compression, générateurs de chaleur, distillateur.....) - personne ou organisme chargé de la vérification. - observations auxquelles les vérifications techniques essais ou analyses ont donné lieu et les mesures prises pour y remédier. Ce registre auquel ont été annexées les consignes d'exploitation et de sécurité, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Ajouter à la liste des équipements et paramètres importants pour la sécurité les alarmes des cuves à double enveloppe.
Observations : Remarque R1 de la visite du 24/03/2021 : Il pourrait être ajouté à la liste des équipements et paramètres importants pour la sécurité les alarmes des cuves à double enveloppe. Lors de la visite de 2022 : la liste n'a pas été vue par l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : R2 de la visite du 24/03/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2000, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Equipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sûreté. L'exploitant établit et met à jour régulièrement la liste des équipements et paramètres importants pour la sûreté afin de prévenir les causes d'un accident ou d'en limiter les conséquences ; cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Ajuster le volume de l'alarme incendie pour que celle-ci couvre les bruits des ateliers.
Observations : Remarque R2 de la visite du 24/03/2022 : Il conviendrait d'ajuster le volume de l'alarme incendie pour que celle-ci couvre les bruits des ateliers. Test non réalisé en 2022 : indisponibilité du service maintenance.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déversement de rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2000, article Art.2 point 1.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation des sols, de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des produits toxiques ou inflammables, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.
Constats : Expliquer les raisons du déversement en eau sur le parking extérieur du site et préciser le type d'effluent aqueux rejeté : origine et qualité.
Observations : Un déversement volontaire en eau sur le parking extérieur du site a été observé par l'Inspection en quittant le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyse de sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2000, article Art.2 point 1.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, analyse des sols
Prescription contrôlée : 1.1 Règles de caractère général [...] 1.1.4 L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores ou de vibrations mécaniques. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant. [...]
Constats : Transmettre les analyses de sol réalisées.
Observations : L'exploitant a déclaré avoir fait réaliser à plusieurs carotages de sols pour faire des analyses du sol afin de vérifier l'absence de pollution. L'exploitant a déclaré oralement qu'aucune pollution n'a été mise en évidence.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet